

La Grande Guerre

Commémoration du centenaire de
la Première Guerre mondiale 1914-1918



>>>

L'entrée
en guerre

Des alliances

Des
manifestations
de la guerre

Les
conséquences
de la guerre

L'Europe à l'aube de la guerre



SOURCE : Wikimedia Commons

Alliances militaires durant la guerre



SOURCE : Wikimedia Commons

MOT DU PRÉSIDENT



Par **Vincent Duhaime**, Collège Lionel-Groulx

Chers collègues,

L'année s'achève sur une triste note pour bon nombre d'historiens et défenseurs de l'enseignement de l'histoire du Québec. Au moment où je vous écris, nous venons d'apprendre la décision du nouveau ministre de l'Éducation de reporter l'implantation du cours d'histoire du Québec contemporain dans la formation générale. Le ministre n'annule pas le projet, mais le retarde afin de réfléchir sur sa pertinence. Il a également publiquement laissé sous-entendre, d'une manière troublante, que le projet en cours était teinté politiquement et non objectif.

Clairement, le ministre a fait cette déclaration sans avoir pris connaissance des consultations ayant été menées durant l'année dans les collèges et sans avoir étudié le projet d'objectif et de standard pour le nouveau cours. Élaboré avec sérieux par un groupe de professeurs d'histoire, de sociologie et de science politique, en collaboration avec la Direction de l'enseignement collégial, ce projet de devis, certainement perfectible, est tout sauf partisan. Quiconque l'examinant avec attention en conviendra. Les remarques du nouveau ministre mettent en doute la compétence et le professionnalisme des experts qui ont travaillé sur ce document et de nos collègues de diverses disciplines ayant participé aux consultations dans leur collège respectif. Comme association, nous dénonçons vivement les récentes allusions du ministre à une entreprise partisane.

L'amélioration de l'enseignement de l'histoire du Québec à tous les niveaux scolaires n'est pas un enjeu partisan. Il s'agit d'un enjeu de culture, de société, d'un enjeu d'éducation. L'APHCQ demeure convaincue que l'implantation d'un cours d'histoire du Québec dans la formation générale demeure un projet pertinent. Que les jeunes Québécois ont besoin et ont envie de mieux connaître leur histoire. Qu'un cours d'histoire du Québec viendrait bonifier leur formation. Qu'un tel cours ne serait pas une vaine répétition des cours offerts au niveau secondaire, mais bien un complément essentiel et une occasion unique, pour les jeunes adultes à qui nous enseignons, de réfléchir, peut-être pour la dernière fois de leur vie, à l'histoire de la société dans laquelle ils vont vivre. Nous sommes convaincus que ce projet vaut la peine d'être défendu, expliqué, mis de l'avant. Bien servir les étudiants du Québec, c'est bien sûr leur fournir tous les services et outils dont ils ont besoin pour réussir, mais c'est également leur offrir

une formation complète, riche, profonde et signifiante. Bien connaître sa propre histoire a toujours été et demeure encore aujourd'hui un atout aussi fondamental que la maîtrise de sa langue maternelle et d'une langue seconde, que l'apprentissage des principes et idées philosophiques et que l'éducation au soin de son propre corps. Il faut faire une place à l'histoire dans la formation générale au collégial.

Si l'APHCQ est convaincue de la valeur de ce projet, comme de nombreux acteurs de la société québécoise, les récentes consultations ont révélé des résistances au sein même du réseau collégial. Entre autres, la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) a demandé un moratoire sur ce projet afin de mener une réflexion sur sa pertinence et sur les modalités de son implantation. La Fédération des cégeps a aussi exprimé des réticences et proposé une réflexion sur l'ensemble de la formation générale. L'APHCQ ne sera jamais contre la réflexion. Si un tel chantier est lancé, elle continuera de promouvoir l'introduction de l'histoire du Québec dans la formation générale. Il faut poursuivre la lutte et le prochain congrès sera l'occasion pour les membres de l'APHCQ d'adopter un plan d'action. La contribution de tous sera cruciale dans ce débat à venir.

Je vous laisse à lecture de ce deuxième numéro du *Bulletin*, dans lequel vous trouverez un fort intéressant dossier sur la Première Guerre mondiale dont on souligne cette année le centième anniversaire du déclenchement. Les auteurs abordent les réactions à la suite de l'entrée en guerre, la bataille marquante de la Somme, le cas des déserteurs et des mutins, la manifestation contre la conscription en 1918 à Québec et les impacts de cette guerre déterminante dans l'histoire du XX^e siècle. De la part de l'APHCQ, un grand merci aux auteurs pour leur inestimable contribution à ce numéro du *Bulletin*, et à Rémi Bourdeau et Jean-Louis Vallée qui en ont assuré la production.

Je termine en vous souhaitant une excellente fin de session et en espérant avoir le plaisir de vous rencontrer au Cégep André-Laurendeau lors de notre prochain congrès « L'histoire du Québec : je m'en souviens » qui nous permettra notamment de souligner le 20^e anniversaire de la fondation de notre association.

Bonne lecture et à bientôt ! ■



1 Mot du président

L'ENTRÉE EN GUERRE

3 L'internationalisme scientifique face à la guerre

Les parcours d'Émile Picard et de Max Planck (1914-1919)

7 Julia Grace Wales

Femme de paix

DES MANIFESTATIONS DE LA GUERRE

10 La bataille de la Somme

Juillet-octobre 1916

12 Les Dardanelles ou la bataille de Gallipoli

Mars à décembre 1915

14 Soldats fusillés... par leurs frères d'armes !

Les désertions et les mutineries durant la Grande Guerre

16 Le 1^{er} avril 1918

Fin de Semaine Sainte sanglante à Québec

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

19 Terminer la Guerre

21 Le traité de Versailles (1919)

EN COUVERTURE

Des Canadiens blessés en route vers l'infirmerie lors de la bataille de Passchendaele (1917).

(SOURCE : Wikimedia Commons (version non colorée))

Sommaire

Volume 20, numéro 2 – Printemps 2014

Comité de rédaction

Rémi Bourdeau

(Cégep Garneau)

J.-Louis Vallée

(Centre d'études collégiales de Montmagny)

Collaborateurs spéciaux

Marie-Ève Chagnon, Jacinthe Desjardins-Pressseau,

Vincent Duhaime, Gilles Laporte, Denis Leclerc, Simon Roy

Conception et infographie : Ocelot communication

Impression : CopieXPress

Pour faire paraître un article ou une publicité dans le bulletin ou pour contribuer à la banque de photos :

Rémi Bourdeau

tél. : (418) 688-8310 poste 3656

courriel : rbourdeau@cegepgarneau.ca

Prochaine publication : Automne 2014

Date de tombée : 3 octobre 2014

Thème : Retour sur le Congrès

**« L'histoire du Québec :
je m'en souviens »**

Tous les articles portant sur des problématiques historiques, sur l'enseignement au collégial ou sur des interventions professionnelles dans la communauté peuvent également être publiés.

Spécifications des textes et visuels à fournir

Un fichier texte produit sur MAC ou PC, sauvegardé en format Word ou RTF, saisi en Times ou Arial 12 points avec le moins de travail de mise en page possible.

Une version imprimée ou un PDF correspondant à la version finale du fichier, doit obligatoirement accompagner tout texte fourni sur disquette ou par courriel.

Les auteurs sont responsables de leurs textes. Si vous avez des visuels à proposer, faites-nous les parvenir (meilleure qualité et grosseur possible) ou faire des suggestions pertinentes. Résolution idéale : 300 dpi, résolution minimale : 150 dpi. Captures d'écran : 72 dpi.

L'Association des professeures et professeurs d'histoire des collèges (APHCQ) est une association sans but lucratif incorporée en vertu de la loi sur les compagnies. L'APHCQ regroupe depuis 1994 les professeures et les professeurs d'histoire des collèges et des cégeps du Québec, qu'ils soient publics ou privés. On peut devenir membre associé de l'APHCQ même si on n'enseigne pas dans un collège.

Pour rejoindre l'association

Vincent Duhaime

courriel : duhaimevincent@hotmail.com

www.aphcq.qc.ca

Pour devenir membre, il suffit d'envoyer ses coordonnées (nom, adresse, institution s'il y a lieu, téléphone, télécopieur, courriel) et un chèque de 50 \$ à l'ordre de l'APHCQ à :

Sébastien Piché, Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption

180, rue Dorval, L'Assomption (Québec) J5W 6C1 (courriel : sebastien.piche@collanaud.qc.ca)

EXÉCUTIF 2012-2013 DE L'APHCQ

Vincent Duhaime > Président > duhaimevincent@clg.qc.ca (Collège Lionel-Groulx)

Sébastien Piché > Trésorier > sebastien.piche@collanaud.qc.ca (Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption)

Chantal Paquette > Secrétaire > Chantal.Paquette@clarendeau.qc.ca (Cégep André-Laurendeau)

Rémi Bourdeau > Responsable du bulletin > rbourdeau@cegepgarneau.ca (Cégep Garneau)

Lucie Piché > Conseillère > lucie.piche@cegep-ste-foy.qc.ca (Cégep de Sainte-Foy)

Patrice Régimbald > Conseiller > pregimba@cvm.qc.ca (Cégep du Vieux Montréal)

L'INTERNATIONALISME SCIENTIFIQUE FACE À LA GUERRE

Les parcours d'Émile Picard et de Max Planck (1914-1919)

Par Marie-Ève Chagnon



N.D.L.R. : Mme Chagnon est stagiaire postdoctorale au Centre canadien d'études allemandes et européennes à l'Université de Montréal. Elle a obtenu le prix de l'Association des doyens des études supérieures au Québec pour l'excellence de sa thèse de doctorat en 2013.

Peu après le déclenchement de la Première Guerre mondiale en août 1914, les savants des pays belligérants occupèrent un terrain en marge de leur activité scientifique consacrée. La scène intellectuelle européenne fut submergée de manifestes et d'appels proclamant la justesse de leur cause respective ou la culpabilité de l'ennemi. Pendant que les intellectuels allemands s'engageaient avec ferveur dans une guerre qu'ils percevaient défensive, ceux des pays alliés s'évertuaient à condamner la violation de la Belgique et s'indignaient de la marche des armées allemandes en terres belges.

Dans cet article, j'analyserai l'impact du déclenchement de la guerre, de l'engagement national des scientifiques et de la « guerre des esprits » sur la communauté scientifique internationale à travers le parcours de deux figures de proue du monde scientifique français et allemand de l'époque. Au déclenchement du conflit, le mathématicien français Émile Picard et le physicien allemand Max Planck étaient deux représentants de leur discipline et de leur nation. Ils occupèrent respectivement le poste de secrétaire perpétuel de leur académie et jouèrent un rôle de premier plan dans les débats de leur institution en temps de guerre et au règlement de la paix. J'étudierai l'interaction entre leur personnalité intime et leurs attitudes publiques par le biais de leurs correspondances et leurs publications, leurs déclarations, ainsi que les procès-verbaux des académies française et allemande durant la période 1914-1919.

L'évolution contrastée de leur engagement me permettra de dresser

un portrait de la mobilisation scientifique, ainsi que des tentatives de démobilisation au lendemain de la guerre. Cette approche contribuera à lever le voile sur l'influence des individus, et non sur les seules structures, dans le contexte de guerre¹. J'examinerai le rôle que jouèrent ces scientifiques dans les débats de leur académie respective au sujet du sort de leurs collègues étrangers et dans la réorganisation de la communauté scientifique internationale dans les dernières années du conflit.

Si les scientifiques français et allemand étaient généralement des nationalistes avant la guerre de 1914, il n'en demeure pas moins qu'ils étaient heureux d'appartenir à la communauté scientifique internationale. Les savants allemands y occupaient une place de choix depuis 1870 en raison de leur grande réussite scientifique². La perception d'un certain déclin de la science française rendait plus timides les savants français qui devaient sou-

vent faire face à la prédominance des délégations allemandes lors des congrès internationaux³. Les relations n'en étaient pas moins conviviales et les scientifiques avaient davantage à échanger avec leurs collègues étrangers.

Le déclenchement du conflit en août 1914 vint sensiblement modifier la nature de ces relations, alors que l'écrasante majorité des intellectuels européens se mobilisèrent derrière l'effort de guerre. Il est néanmoins important de souligner que les premières pensées des scientifiques n'allèrent évidemment pas aux collègues des pays belligérants, mais bien aux proches, aux fils, gendres et étudiants engagés sur le terrain militaire. Aux premières heures de la guerre, la fierté côtoyait l'angoisse comme en témoigne la lettre d'Émile Picard à son homologue Pierre Duhem : « je suis si inquiet de tant de choses en ce moment (d'un fils et deux gendres au feu) que je n'ai pas la tête assez libre pour approfondir quoi que ce

1. JOLL, James. *1914 : the unspoken assumptions*, an inaugural lecture delivered 25 April 1968, London School of Economics and Political Science ; Weidenfeld & Nicolson, 1968, 24 p.

2. STERN, Fritz. *Grandeurs et défaillances de l'Allemagne du XX^e siècle : le cas exemplaire d'Albert Einstein*, Paris, Fayard, 2001, p. 11.

3. PESTRE, Dominique. *Physique et physiciens en France 1918-1941*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2^e éd., 1992, pp. 149-150.



Des soldats allemands partant pour la guerre en 1914.

SOURCE : Wikimedia Commons

soit⁴.» De son côté, Max Planck, avec ses deux fils mobilisés, manifesta à un collègue son souhait de voir la cause allemande aller rapidement de l'avant⁵. Trop âgés pour être mobilisés sur le front militaire, ces scientifiques investirent la scène publique, notamment en s'engageant dans des œuvres charitables et en multipliant les déclarations patriotiques. Ils furent rapidement entraînés par le flot des débats propres à la guerre de plume qui opposa bientôt les savants des pays belligérants.

Devant les protestations des Alliés et le déchaînement de la presse étrangère contre la violation de la neutralité belge par l'Allemagne en août 1914 et les atrocités commises par les troupes allemandes en Belgique, les intellectuels allemands ressentirent le besoin de justifier leur bon droit dans la conduite de la guerre et de dénoncer des accusations qu'ils jugeaient diffamatoires⁶. Ils ripostèrent aux condamnations étrangères par la publication du *Manifeste des 93*. Dans cet appel, 93 intellectuels allemands niaient que leur armée ait commis des atrocités, affirmaient l'innocence de leur pays dans le déclenchement de la guerre et prétendaient que la culture et la tradition militaire allemandes ne faisaient qu'une⁷. Le physicien Max Planck figurait sur la liste des signataires avec d'autres de ses collègues scientifiques comme Emil Fischer et Fritz Haber. Planck affirma néanmoins plus tard, comme plusieurs de ses confrères, qu'il avait signé le Manifeste sans même le lire d'abord⁸. Son contenu marqua particulièrement les esprits et servit plus tard aux Alliés pour pratiquer une sorte de «chantage moral⁹». Si le contenu du Manifeste cherchait à démontrer la juste cause de l'Allemagne dans la guerre en cours et à dénoncer ce qu'ils considéraient comme les mensonges de l'ennemi, les intellectuels des pays en guerre contre l'Allemagne furent

loin de l'interpréter en ces termes. Les Alliés y décelèrent une trahison des scientifiques allemands envers la vérité et l'honnêteté intellectuelles; les Neutres doutèrent de la justesse de son contenu.

Sa réception en France donna lieu à des répliques virulentes de la part des intellectuels français. Les grandes institutions académiques et universitaires françaises s'engagèrent à répudier publiquement son contenu. Le 3 novembre 1914, l'Académie des sciences déclara qu'elle protestait «contre la prétention de lier l'avenir intellectuel de l'Europe à l'avenir de la science allemande [...] Elle attend avec confiance l'heure qui va délivrer la civilisation humaine de la barbarie savante produite par l'union du militarisme et de la culture germanique¹⁰». L'Académie des sciences ne se limita toutefois pas à protester contre la publication du Manifeste, mais se pencha bientôt sur la question de la radiation des correspondants allemands des listes de son institution. Si Émile Picard était prêt à radier les savants allemands signataires du Manifeste, il n'en était pas de même pour tous les membres¹¹. Paul Appell, alors président de l'Académie des sciences, insista pour «ne pas rayer les signataires du Manifeste» et suggéra de plutôt suspendre les associés et correspondants allemands jusqu'à la fin de la guerre. Le règlement du conflit permettrait alors de mener «une enquête impartiale et de porter un jugement définitif¹²». Pour Picard, il ne s'agissait pas d'une question scientifique, mais plutôt d'une question de moralité. Il affirma: «les signataires doivent être exclus parce qu'indignes; la suspension n'est qu'un atermoiement et l'on a suffisamment attendu¹³». Lors d'un vote en comité secret, les partisans de la radiation obtinrent finalement la majorité et l'Académie des sciences procéda à la radiation des correspondants allemands qui ont signé le Manifeste.

4. Académie des sciences, Paris, Fonds Pierre Duhem, Lettre d'Émile Picard à Duhem datée du 3 novembre 1914. Il se confie également à ce sujet à son collègue italien, Vito Volterra. «Cette guerre sera très longue, mais nous irons jusqu'aux derniers sacrifices. [...] C'est vainement que je cherche à travailler; ma pensée est toujours sur les champs de bataille». Picard à Volterra, 25 septembre 1914. Laurent Mazliak et Rossana Tazzioli, «Volterra's Exchanges with Borel, Hadamard and Picard in World War One», dans *Mathematicians at war, Volterra and his French Colleagues*, Springer, 2009, p. 38.

5. Max-Planck-Gesellschaft, Berlin, Sammlung Max Planck, Rep. 11, BL 6, Bestell-Nr. 686, Lettre du 28 novembre 1914.

6. Jürgen et Wolfgang Ungern-Sternberg, *Der Aufruf an die Kulturwelt, das Manifest der 93 und die Anfänge der Kriegspropaganda im ersten Weltkrieg*, Stuttgart, Steiner, 1996, pp. 17-18.

7. *Ibid.*, p. 161.

8. HEILBRON, J. L. *The dilemmas of an upright man. Max Planck as spokesman for German science*, Berkeley, University of California Press, 1986, p. 70.

9. Expression reprise de Fritz Stern, «Max Planck et les tribulations de son époque», dans *Grandeurs et défaillances de l'Allemagne du XX^e siècle : le cas exemplaire d'Albert Einstein*, Paris, Fayard, 2001, p. 51.

10. Académie des Sciences, Paris, Comité secret, 3 novembre 1914, pp. 152-153.

11. *Ibid.*, 8 mars 1915, p. 179.

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*, p. 181; Anne Rasmussen, «La "science française" dans la guerre des manifestes», dans *Mots. Les langages du politique*, 76, 2004, p. 14.

Hors de ses engagements à l'Académie, Picard chercha dès 1917 à réorganiser les relations scientifiques internationales d'après-guerre en vue d'exclure les scientifiques allemands. Il évoqua dans une lettre à son collègue Lacroix l'urgence d'agir dans ce dossier, afin d'empêcher les Allemands de garder «scientifiquement toutes leurs positions», notamment au sein de l'association géodésique¹⁴. Dans un article, il évoquait la nécessité de «se débarrasser des brumes de la pensée germanique¹⁵». Picard engageait ainsi déjà le processus qui allait mener au bouleversement de la communauté scientifique internationale au lendemain de la guerre.



Le physicien allemand Max Planck.

SOURCE : Wikimedia Commons

Nous verrons maintenant qu'il en fut légèrement autrement pour les savants allemands et que l'enjeu des débats était de garder la voie ouverte à une coopération scientifique avec l'ennemi après le conflit. Les échos des condamnations et des représailles contre les signataires du Manifeste en France menèrent l'Académie des sciences à Berlin à s'interroger sur la meilleure manière de répondre aux radiations. Si les académiciens des humanités prêchaient sans hésitation pour

la radiation des correspondants français, Max Planck proposa de reporter toute discussion à ce sujet à la fin de la guerre. Lors de l'Assemblée générale des académies allemandes, en juillet 1915, Max Planck soutint une allocution en rupture avec les desseins de ses homologues des humanités. Dans son discours, il chercha à marquer la différence entre une action menée contre un seul académicien et une académie entière :

Car les personnalités changent, mais les académies restent.

Et une mesure maintenant entreprise contre une académie étrangère maintient toute sa signification même si la paix politique est conclue depuis longtemps. [...]

Un tel engagement pourrait regrettamment mener notre académie à se considérer comme la représentante de la vile science allemande face aux académies parisiennes¹⁶.

Malgré l'opposition des académiciens des humanités, la déclaration de Planck parvint à convaincre la majorité des membres de l'Académie de l'intérêt d'un ajournement de toutes prises de position contre les académies des nations ennemies de l'Allemagne à la fin du conflit. En dépit de leur engagement pour la politique nationaliste, la grande majorité des scientifiques démontrait ainsi qu'elle n'était pas disposée à se lancer dans une campagne qui aurait pu nuire à l'image d'une académie déjà lourdement entachée par la controverse autour du *Manifeste des 93* et aux efforts de réconciliation dans l'après-guerre.

Malgré les précautions prises par Planck à l'égard de ses confrères étrangers, il n'arriva pas à empêcher le boycott de la science allemande par la communauté scientifique internationale. Dès décembre 1917, le physicien anglais Arthur Schuster, secrétaire de la Royal Society de Londres, invitait Picard à envoyer à Londres des délégués

pour un échange de vues sur les problèmes relatifs à l'organisation scientifique internationale d'après-guerre. En comité secret, Picard émit alors l'idée de faire table rase des anciennes associations scientifiques internationales. Il informa l'assemblée que la Commission géodésique française du ministère de l'Instruction publique avait déjà émis le vœu que des pourparlers soient engagés entre les Alliés pour la formation d'une association géodésique internationale, qui exclurait les empires centraux¹⁷.

Le 9 octobre 1918, lors de la conférence interalliée des académies scientifiques à Londres, et avant même le règlement de Versailles, les délégués discutèrent de l'exclusion des membres des empires centraux. Si le sujet de la radiation des scientifiques allemands avait fait l'objet de discussions violentes à la Royal Society de Londres, la voie à prendre était déjà définie pour les scientifiques français¹⁸. Aux yeux de Picard, «les relations personnelles [étaient] pour longtemps impossibles entre les savants des pays alliés et ceux des empires centraux¹⁹». Il évoqua la nécessité d'«abandonner les anciennes Associations internationales, et en créer de nouvelles entre Alliés avec le concours éventuel des neutres²⁰». Au regard des mesures prises pendant la guerre à l'égard de la science allemande par les académies françaises, l'exclusion de ses scientifiques de la communauté internationale ne constituait pour Picard qu'un pas de plus dans cette direction. Finalement, en juillet 1919, l'Association internationale des académies fut dissoute et remplacée par deux associations dont les intellectuels allemands étaient exclus²¹. Après le premier Congrès scientifique international réuni depuis la guerre à Strasbourg en 1920, Picard témoigna de l'ordre nouveau qu'inaugurerait ce rassemblement. Sa lutte pour la défense de la moralité scientifique constituait une position largement soutenue

14. Académie des sciences, Paris, Dossier biographique Émile Picard, Lettre à Lacroix, le 6 juin 1917.

15. PICARD, Émile. «Quelques réflexions sur la science et l'industrie après la guerre», dans *Discours et Mélanges*, Paris, Gauthier-Villars, 1922, p. 146.

16. Preussische Akademie der Wissenschaften, Berlin, II-XII, 31 : II : AdW 1812-1945, Anträge für die Gesamtsitzung am 22. Juli 1915, 3.

17. Académie des sciences, Paris, Comité secret, Séance du 17 décembre 1917.

18. Académie des sciences, Paris, Dossier biographique Émile Picard, Lettre à Lacroix, 27 août 1918.

19. Académie des sciences, Paris, Comité secret, séance du 21 octobre 1918, *La Conférence interalliée des Académies scientifiques à Londres*, note de Émile Picard et Alfred Lacroix, pp. 566-570.

20. *Ibid.*

21. ALTER, Peter. «The Royal Society and the International Association of Academies, 1897-1919», *Notes and Records of the Royal Society*, Londres, The Royal Society, vol. 34, n° 2, 1980, p. 256.

au sein de la communauté scientifique dans l'après-guerre. Dans les années 1920, les scientifiques français usaient de la mauvaise presse autour du *Manifeste des 93* pour justifier leur «boycott» des intellectuels allemands et prônaient un retour à la science française.

Max Planck avait été l'un des seuls scientifiques à se distancier publiquement de l'appel allemand au cours de la guerre. Puisqu'il n'avait pas lu le document avant d'y souscrire, il fit sa propre enquête auprès de son collègue néerlandais le physicien Hendrick Lorentz. Ces échanges avec Lorentz le menèrent peut-être à entreprendre des démarches plus concrètes dans le dossier du Manifeste. De fait, avec l'aide de son collègue, il publia ensuite une lettre ouverte destinée aux intellectuels européens dans laquelle il cherchait à démontrer que le Manifeste ne constituait que le reflet «de l'enthousiasme des premières semaines de la guerre, rien d'autre qu'un acte de riposte soit de défense de l'armée allemande contre le même soulèvement d'accusations amères²²». Ces considérations n'altérèrent pourtant rien l'exclusion dont les scientifiques allemands firent l'objet. Les quatre années de guerre avaient marqué les populations européennes au fer rouge. Les années de souffrance et les deuils répétés pesaient toujours lourd sur la marche vers la réconciliation. Picard y perdit trois de ces cinq enfants, son fils aîné en 1915 au combat, une fille en 1916 comme infirmière et un autre fils en 1924 des suites d'une maladie²³. Planck ne fut pourtant pas en reste, il perdit son fils aîné en 1916 au combat et ses deux filles moururent en couche respectivement en 1917 et en 1919²⁴.

Les échos du boycott et l'assentiment de l'ensemble de la communauté scientifique internationale pour sa mise en œuvre touchèrent profondément les scientifiques allemands. Dans un discours célébrant la mémoire de Heinrich Rubens en 1923, Planck évoqua son désarroi

devant la rupture des relations scientifiques internationales: «Le temps où il y avait une communauté internationale reposant sur la confiance mutuelle est derrière nous, comme un beau rêve depuis longtemps évanoui²⁵». Il fallut ainsi attendre le règlement de la paix et l'exclusion officielle des Allemands pour que les scientifiques réalisent la rupture de l'ordre international



Le mathématicien français Émile Picard.

SOURCE : Wikimedia Commons

d'avant-guerre. Les savants allemands se montrèrent alors eux-mêmes intransigeants et refusèrent toute réconciliation avec le nouveau Conseil de recherche internationale à partir de 1926²⁶.

En somme, l'analyse de l'engagement des scientifiques Émile Picard et Max Planck nous a permis de relever un certain décalage dans la perception de la rupture des relations scientifiques internationales entre les savants de ces deux pays

belligérants. Si Picard condamna les signataires allemands après la publication du Manifeste et précipita la marche vers une rupture avec la science allemande, Planck chercha quant à lui à soigner ses relations avec les collègues à l'international après la bourde de l'appel allemand, afin de permettre un retour à la communauté scientifique internationale telle qu'il l'avait connue dans l'avant-guerre. Il ne réalisa donc la portée des prises de position françaises qu'au lendemain de la guerre, lorsque Picard et les membres des pays alliés donnèrent le coup de grâce à l'exclusion de tous les collègues d'outre-Rhin lors des conférences de Londres, Paris et Bruxelles entre octobre 1918 et juillet 1919. Planck avait réussi à convaincre la majorité des académiciens allemands de reporter toute décision au sujet de la radiation des correspondants français à la fin des hostilités. Il s'était ensuite dissocié du contenu du Manifeste, exprimant là la position de plusieurs de ses collègues allemands qui ressentaient certains doutes quant à son contenu. Ainsi, aux yeux de la majorité des scientifiques allemands, la guerre ne constituait qu'un sursis à la reprise du cours normal des échanges scientifiques internationaux. Ils espéraient en cela une reprise des relations qui ne viendrait en rien modifier la prééminence de la science allemande sur la scène scientifique internationale.

Malgré le parcours différent des scientifiques Émile Picard et Max Planck au cours de la Première Guerre mondiale, leur attachement et leur loyauté envers leur nation respective et leur défense de ses intérêts au cours du conflit constituèrent les objectifs premiers de leur prise de position politique. Les idéaux de l'internationalisme scientifique, ceux d'une communauté universelle de savants «au-dessus de la mêlée²⁷», côtoyaient alors les impératifs de défense de la nation et d'intégrité de la science nationale. ■

22. Preussische Akademie der Wissenschaften, Berlin, NL Eduard Meyer, 331, „Eine Erklärung von Max Planck“, Rotterdam, 12. April.

23. RASMUSSEN, Anne. «Réparer, réconcilier, oublier : enjeux et mythes de la démobilisation scientifique, 1918-1925», *Politique, culture, société*, n° 3, 2007, p. 5.

24. STERN, Fritz. *Loc. cit.*, p. 52.

25. PLANCK, Max. *Physikalische Abhandlungen und Vorträge*, vol. 3, pp. 336-338.

26. SCHRÖDER-GUDEHUS, Brigitte. «Pas de Locarno pour la science. La coopération scientifique internationale et la politique étrangère des États pendant l'entre-deux-guerres», *Relations internationales*, 46, 1986, pp. 173-194.

27. ROLLAND, Romain. *L'esprit libre, Au-dessus de la mêlée, Les Précurseurs*, Paris, Éditions Albin Michel, 1953, 350 p.



JULIA GRACE WALES

Femme de paix

Par **Jacinthe Desjardins-Pressseau**,
Cégep Garneau

L'infirmière et l'ouvrière : l'ange blanc et la «munitionnette». Lorsqu'il est question du rôle des femmes dans la Première Guerre mondiale, notamment des Canadiennes, ces deux images s'imposent souvent dans les esprits. Il est vrai que dans les hôpitaux militaires et civils étrangers, des centaines d'«oiseaux bleus» (surnom donné par les soldats aux infirmières canadiennes en raison de leur uniforme bleu ciel) ont travaillé d'arrache-pied pour soigner les contingents de blessés qui affluaient des premières lignes. Dès 1914, bon nombre de femmes, surtout des célibataires, intègrent aussi le marché du travail, certaines dans les usines (entre autres d'armement), d'autres dans les bureaux et les magasins. Leur force de travail permet de répondre au besoin criant de main-d'œuvre généré par le départ des hommes pour le front et à la hausse de l'activité industrielle qui se manifeste à partir de 1915. La réalité de la guerre, c'est aussi les femmes qui, en l'absence de leur époux, administrent les exploitations agricoles en plus d'assurer leurs tâches habituelles liées à l'entretien ménager et au soin des enfants.

À travers cette masse laborieuse, bien souvent silencieuse, plusieurs femmes, faisant fi des conventions, décident de monter au créneau pour dénoncer la guerre. Le 3 août 1914, Frida Perlen et Mathilde Planck, deux suffragettes allemandes, envoient un télégramme à l'empereur Guillaume II lui intimant de ne pas s'engager plus avant dans le conflit (l'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie deux jours plus tôt). La missive demeure lettre morte, comme en fait foi la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France proclamée le jour même. En France, les féministes Hélène Brion, Madeleine Vernet, Louise Sau-moneau et plusieurs autres dénoncent le militarisme et les horreurs de la guerre au risque de se faire accuser de soutenir une «propagande défaitiste» et d'être incarcérées, un sort que connaîtront plusieurs d'entre elles.

En marge de ces figures intrépides qui par leurs actes parfois radicaux défraient régulièrement la chronique, évoluent aussi entre 1914 et 1918 ce que nous pourrions appeler des forces tranquilles. Julia Grace Wales appartient sans conteste à cette catégorie. Née en 1881 dans la petite localité de Bury, dans les Cantons-de-l'Est, cette fille de médecin presbytérien poursuit des études à l'Université McGill où, en plus d'obtenir un *baccalauréat ès arts* en 1903, elle s'illustre brillamment en remportant la «Shakespeare gold

medal» ainsi qu'une bourse d'études au Radcliff College de Cambridge (le pendant féminin de l'Université Harvard). Elle obtient ensuite un poste de professeure aux États-Unis. Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, Julia Grace Wales enseigne la littérature anglaise à l'Université du Wisconsin à Madison. De ses propres aveux confiés à Hamilton Holt, militant pacifiste et éditeur du journal *The Independent* de New York, les violences de la guerre vont jusqu'à investir ses rêves et la rendre physiquement malade. Pour la jeune femme, la guerre est irrationnelle et va à l'encontre des principes de la religion chrétienne. Les États, se demande-t-elle, ne font-ils pas une grave erreur en se figeant dans une attitude de fatalisme et d'impuissance face à la spirale de violence qui met l'Europe à feu et à sang? À l'hiver 1914, profitant des vacances de Noël, l'enseignante ébauche les grandes lignes d'un document qu'elle intitulera *Continuous Mediation Without Armistice*.

Dans son plan, Julia Grace Wales propose l'organisation par les États-Unis d'une conférence réunissant des délégués des pays neutres, dans le but de trouver une solution à la guerre qui tiendrait compte de toutes les propositions, y compris celles des belligérants. Ce «world thinking organ», comme la jeune femme le désigne elle-même, siègerait aussi longtemps que durerait la guerre et les propositions qui



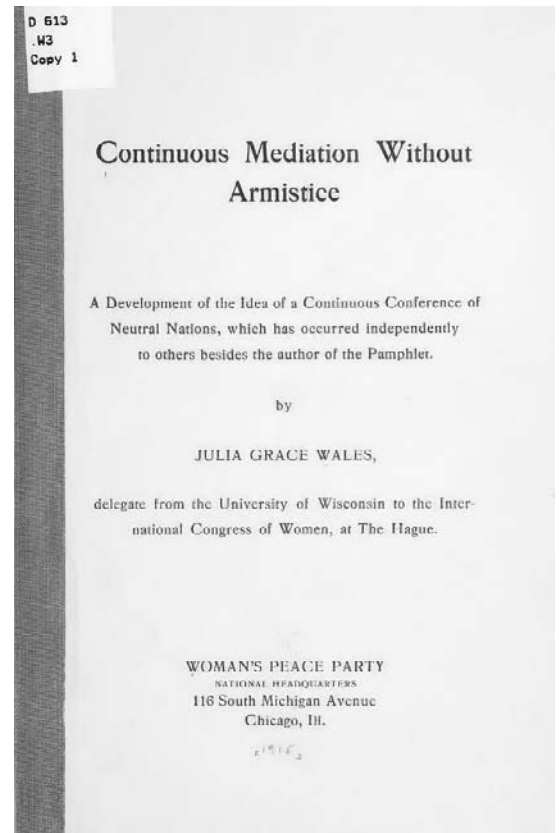
Julia Grace Wales

SOURCE : DeLonge Studio of Madison, Wisconsin / Julia Grace Wales / Bibliothèque et Archives Canada, e002343765 / PA-182511

y seraient soumises devraient respecter deux principes fondamentaux : (1) que la paix ne soit source d'humiliation pour aucune nation et (2) qu'elle n'inclut aucun compromis qui pourrait mener à la reprise éventuelle des hostilités. La conférence aurait aussi pour but d'empêcher que les nations neutres ne plongent à leur tour dans l'effroyable conflit. Présenté à la *Wisconsin Peace Society* et favorablement accueilli, le texte de la jeune enseignante, désormais désigné sous l'appellation de *Wisconsin Plan*, est imprimé sous la forme d'un « pamphlet » et diffusé à travers tout le pays. Début 1915, une copie du document tombe entre les mains de Joseph Tumulty, ami et secrétaire du président Woodrow Wilson qui se promet de le porter à l'attention du chef d'État. Pour sa part, David Starr Jordan, éminent scientifique, recteur de l'Université Stanford et l'une des têtes de proue du mouvement pacifiste américain, dira du *Wisconsin Plan* qu'il est la proposition la plus puissante et la plus réaliste qu'il ait vue à ce jour. Emballé, il suggère que le plan soit présenté à la *National Peace Conference* qui doit se tenir à Chicago au mois de février 1915. Prudente en raison de ses origines canadiennes (à titre de dominion britannique, le Canada est engagé dans la guerre aux côtés des pays de l'Entente), Julia Grace Wales n'assiste pas à la conférence. Du reste, la jeune femme a l'impression que ses idées recevront davantage de soutien si les gens font l'erreur de croire qu'elles proviennent d'un homme. Unanimentement applaudi, le *Wisconsin Plan* est adopté dans la plateforme de la conférence. Pourtant, la délégation qui souhaite le présenter officiellement au président Wilson se heurte à une porte close. La raison évoquée : la multitude des requêtes faites au président et le temps qui lui fait défaut. Qu'à cela ne tienne, les partisans du *Wisconsin Plan* décident de se concentrer sur sa diffusion en Amérique et en Europe. Ainsi, en avril 1915, Julia Grace Wales se retrouve à bord du navire *Noordam* avec sa compatriote Jane Addams (travailleuse sociale, philosophe et prix Nobel de la paix en 1931) pour se rendre au Congrès international des femmes de La Haye. Comme plusieurs déléguées représentent des pays en guerre, les partisans de la neutralité marchent sur des œufs. À leur grande surprise, leur plan est unanimement choisi parmi plusieurs propositions par les membres du Congrès. Le « pamphlet » est traduit dans plusieurs langues et distribué partout en Europe.

Mai 1915 : le *Lusitania*, paquebot britannique comptant à son bord près de 2000 passagers, est torpillé par un sous-marin allemand. Environ 1200 personnes périssent dans le naufrage, dont 128 citoyens américains. S'il est vrai que l'événement secoue alors l'opinion publique américaine, l'administration Wilson ne met pas fin pour autant à sa politique de neutralité. À l'automne 1915, David Starr Jordan

rencontre enfin le président. Sans s'engager formellement pour la médiation, Wilson se montre intéressé par les idées du *Wisconsin Plan*. Les partisans de la paix trouvent aussi un allié de taille en la personne d'Henry Ford qui, en plus d'approuver le plan, ouvre les cordons de sa bourse bien garnie pour en soutenir la promotion. À l'hiver 1915-1916, le plus connu des industriels américains affrète le « navire de la paix »



Couverture du « pamphlet » désigné sous l'appellation de *Wisconsin Plan*.

SOURCE : <https://archive.org/details/continuousmediat00wale>

pour une expédition en Europe qui vise ultimement à gagner l'opinion publique aux idées du *Wisconsin Plan* et à inciter les belligérants à s'asseoir ensemble pour négocier la paix. Julia Grace Wales, bien qu'un peu sceptique quant à l'efficacité d'une telle entreprise, décide tout de même d'y participer. La délégation visite plusieurs capitales européennes, mais n'obtient pas le succès escompté. Aux États-Unis, le mouvement pacifiste commence à s'effriter et l'opinion publique penche de plus en plus pour une participation à la guerre aux côtés des pays de l'Entente (ou à tout le moins, pour qu'on s'y prépare). Le coup de grâce est porté au mouvement pacifiste lorsque les Allemands engagent la guerre sous-marine à outrance en février 1917 et que les États-Unis déclarent officiellement la guerre aux empires centraux en

BIBLIOGRAPHIE

Le blogue de Bibliothèque et Archives Canada, *Célébrer la Journée internationale de la paix – Partie 1 : Julia Grace Wales*, [en ligne], <http://ledeclublogue.com/?s=Julia%2BGrace%2BWales&submit=Recherche> (Page consultée le 7 avril 2014).

TRATTNER, Walter I. « Julia Grace Wales and the Wisconsin Plan for Peace », *Wisconsin magazine of history* [en ligne], vol. 44, n° 3 (printemps 1961), pp. 203-213, <http://content.wisconsinhistory.org/cdm/ref/collection/wmh/id/44544> (Page consultée le 7 avril 2014).

avril. Dès lors, les partisans de la paix se rangeront derrière l'administration Wilson et soutiendront activement l'effort de guerre (ceux qui ne le feront pas seront jugés antipatriotiques). Julia Grace Wales, bien que déçue, se consolera en constatant que les Quatorze Points de Wilson poursuivent sensiblement les mêmes buts que son *Continuous Mediation Without Armistice*. Après la guerre, elle retournera à l'Université de Madison et se dévouera entièrement à l'enseignement et à l'écriture de poèmes. Ses convictions résolument pacifistes s'exprimeront derechef au courant de la Deuxième Guerre mondiale à travers un

petit ouvrage intitulé *Democracy Needs Education*. En 1947, retraitée, Julia Grace Wales revient s'établir au Québec, dans le petit village de Saint-André-Est dans le comté d'Argenteuil, où elle s'éteint en 1957. Les portraits datant de la Grande Guerre nous révèlent une jeune femme au profil délicat et au port modeste. Un être sensible, manifestement. Julia Grace Wales n'en demeure pas moins une grande intellectuelle qui a eu le courage de ses convictions et qui a su capter l'attention des personnages les plus influents du pays à une époque où les femmes n'étaient pas encore considérées comme des citoyennes à part entière. ▮

CONGRÈS 2014 DE L'APHCQ 28, 29 ET 30 MAI

D'ici quelques semaines seulement le Cégep André-Laurendeau vous accueillera pour discuter de notre histoire sous le thème **L'histoire du Québec: je m'en souviens.**



À ne pas manquer lors du Congrès

- La visite des quartiers d'immigration avec l'Autre Montréal
- La conférence d'ouverture donnée par Guy Rocher
- La table ronde Minorités, histoire, identité
- Le banquet commémoratif en l'honneur des anciens présidents

Et bien sûr les différents ateliers en lien avec le thème du Congrès.

Il est encore temps de s'inscrire!

www.claurendeau.qc.ca/aphcq



Pour plus d'informations, vous pouvez joindre notre groupe Facebook



Congrès APHCQ 2014

ou contacter Philippe Münch



philippe.munch@claurendeau.qc.ca

LA BATAILLE DE LA SOMME

Juillet-octobre 1916¹

Par **Denis Leclerc**, Cégep Garneau



Voir carte en couleur à la page 25



« L'holocauste de la Somme rejoint celui de Verdun pour les Français. Pour les Britanniques, il est et demeure le plus grand désastre militaire du XX^e siècle, et même le plus grand désastre de toute l'histoire militaire. »

John KEEGAN, historien

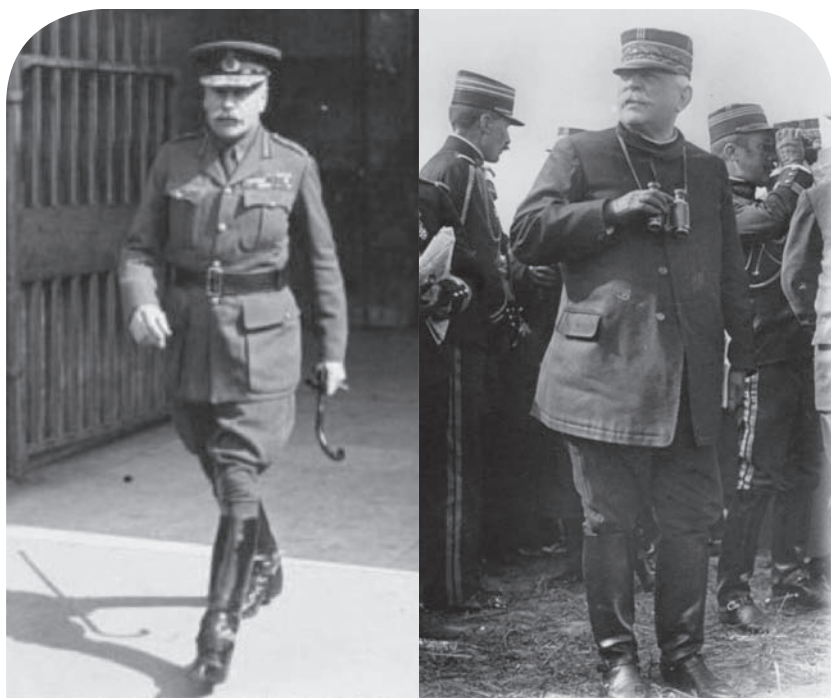
Le haut commandement de l'Entente ne tirant pas profit des erreurs de 1914 et de 1915 décide d'organiser une grande offensive pour le printemps de 1916. La préparation est confiée aux troupes britanniques commandées par le général britannique Douglas Haig (1861-1928).

L'offensive est retardée, car des troupes sont envoyées afin d'arrêter la grande offensive allemande sur Verdun en février 1916. Les Britanniques acheminent le long de la Somme (une rivière de Picardie) 3 millions d'obus, 1000 canons de campagne, 180 canons lourds et 245 obusiers. Le tout débute avec des tirs de barrage pendant 7 jours afin de détruire les tranchées et les fils barbelés des Allemands. Ces derniers ont eu le temps de se retrancher dans des abris souterrains en béton (Stollen) à 10 mètres de profondeur.



« Going over the top » par Ivor Castle.
Cette photographie a été prise derrière les lignes pendant un entraînement en 1916.

SOURCE : Wikimedia Commons



Le général britannique Douglas Haig (à gauche) et le général français Joseph Joffre (à droite).

SOURCE : gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Lorsque l'offensive est lancée le 1^{er} juillet, les troupes britanniques s'attendent à très peu de résistance et ils se lancent dans le *no man's land*, baïonnettes au canon.

Malheureusement les barbelés ne sont pas détruits, les premières tranchées sont touchées, mais les mitrailleuses sont intactes. Le premier jour, les Britanniques perdent 60 000 soldats (20 000 morts et 40 000 blessés).

Le chef du haut commandement, le général Joseph Joffre (1852-1931), poursuit l'offensive jusqu'au mois d'octobre, en croyant qu'il va écraser l'armée allemande. La boue du mois d'octobre rend la surface gluante et les troupes s'enlissent dans des attaques inutiles. La percée, tant espérée, ne se produit pas et Joffre est limogé à son tour.

Le bilan est catastrophique avec 1,2 millions de morts² dont 600 000 soldats de l'Entente (419 654 Britanniques et 194 451 Français) et 600 000 Allemands. ■

SUGGESTIONS DE LECTURE

John KEEGAN, *Anatomie de la bataille*, Paris, Perrin, 2013 (réédition), 414 p.



Pierre MIQUEL, *Les oubliés de la Somme 1^{er} juillet - 19 novembre 1916*, Paris, Éditions Tallandier, coll. «textos», 2013, 286 p.

1. LA NAOUR, Jean-Yves et al. Dictionnaire de la Grande Guerre, Paris, Larousse, 2008, coll. «Présent», p. 48.
2. KEEGAN, John. *La Première Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2003, coll. «Tempus», p. 369.

Saviez-vous que ?

Le 1^{er} juillet 1916, Le premier bataillon du régiment de Terre-Neuve, qui est alors une colonie britannique, est décimé en 20 minutes soit 732 hommes sur 801. Lors de cette journée 1/5 des forces britanniques va perdre la vie.



Lieu historique national du Canada Beaumont-Hamel.

SOURCE : <http://collegevaldauthie-auxi.fr/sortie-a-peronne-des-eleves-de-troisieme/>



Le 15 septembre 1916, le char d'assaut (tank en anglais, réservoir, nom de code utilisé pour tromper l'ennemi) est utilisé pour la première fois à la bataille de La Somme. Les 49 chars britanniques (Mark I) vont obtenir un succès mitigé pour cette bataille mais l'avenir semble jouer en leur faveur notamment avec la reprise de la guerre de mouvement en 1917 et en 1918.



Photo d'un Mark I (Mk I) 25 septembre 1916 à la bataille de la Somme.

SOURCE : Wikimedia Commons

LES DARDANELLES OU LA BATAILLE DE GALLIPOLI

Mars à décembre 1915¹

Par **Denis Leclerc**,
Cégep Garneau

« Tout ceci te déchire
le cœur, le sang coule
à flots, mais nous
avançons quand même,
marchant sur les morts.
Les Turcs sont couchés
par centaines. »

Lettre, 19 mai 1915, de Jacques Ambrosini²

SOURCE : gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Illustration des Dardanelles (Extrait de la carte relief n° 9).



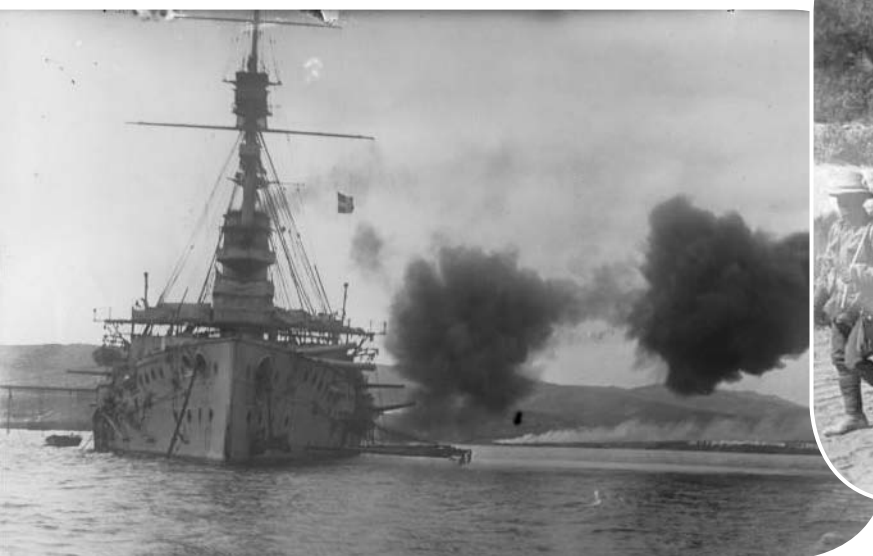
En décembre 1914, le front Ouest se stabilise et la guerre de mouvement est terminée. Le haut commandement de l'Entente décide d'orienter la stratégie en poursuivant deux objectifs : mener de grandes offensives sur le front Ouest et ouvrir de nouveaux fronts. La bataille des Dardanelles s'inscrit dans ce deuxième objectif.

Le premier lord de l'amirauté britannique, Winston S. Churchill (1874-1965), prépare un plan qui consiste à attaquer la ville de Constantinople (Istanbul) avec l'objectif d'affaiblir l'Empire ottoman (un allié de la Triple Alliance) et de contrôler les détroits (les Dardanelles et le Bosphore). Le plan est rejeté par le haut commandement et on propose plutôt une opération limitée afin d'occuper le détroit des Dardanelles. C'est

ainsi qu'une puissance flotte (54 navires), dirigée par l'amiral anglais Robeck et l'amiral français Guépratte, s'organise en Méditerranée orientale. En mars 1915,

18 cuirassées (*Dreadnought*) s'engagent dans le détroit. Les débuts sont catastrophiques, car ils ont sous-estimé la puissance de feu des canons ottomans. Trois cuirassés sont coulés, un quatrième frappe une mine et coule. La flotte amorce une retraite et se réfugie sur l'île grecque de Lemnos.

En avril, le général britannique Hamilton, au commandement du corps expéditionnaire composé de 80 000 soldats (principalement des ANZACS³), effectue un débarquement sur la presqu'île de Gallipoli. Le débarquement ne se déroule pas selon les plans prévus, car encore une fois les troupes franco-britanniques ont sous-estimé l'état des troupes turques (équipement, effectif et commandement). Les Turcs sont sur les hauteurs et bien retranchés. Les troupes débarquent sur la plage et subissent de lourdes pertes. Entre le 6 et le 23 août 1915, une dernière tentative pour dénouer l'impasse a lieu dans la baie de Suvla où les Britanniques débarquent 65 000 nouveaux soldats. Encore un



Évacuation de la baie de Suvla
[Dardanelles, presqu'île de Gallipoli, janvier 1916].

SOURCE : gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

échec! Guépratte et Hamilton sont limogés. Le ministre de la Guerre, lord Kitchener, abandonne l'opération à partir du 10 décembre et la retraite sera le seul succès de cette bataille.

À l'image de leurs collègues sur le front Ouest, ils creusent des tranchées et s'enterrent. Les obus, les balles de mitrailleuses, la chaleur, la dysenterie (crampes, diarrhées, déshydratation) et le paludisme (malaria, fortes fièvres) ont raison d'un nombre dramatique de soldats. L'estimation des pertes se situe à 200 000 du côté de l'Entente (principalement australiens et néo-zélandais) et à 120 000 du côté des Turcs⁴.

1. Frédéric ENCEL, *L'art de la guerre par l'exemple-stratégies et batailles*, Paris, Flammarion, 2000, coll. « Champs », pp. 283 à 287.

2. *Ibid.*, p. 53.

3. Australian New Zealand Army Corps.

4. Stéphane AUDOIN-ROZEAU et Jean-Jacques BECKER, *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, p. 526.



Prisonniers turcs à Gallipoli
[Turquie, soldats turcs encadrés de soldats britanniques].

SOURCE : gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Saviez-vous que ?

Lors de la bataille des Dardanelles, un jeune officier turc va s'illustrer, Mustapha Kémal (1881-1938), il est à l'origine de la Turquie moderne et il a été surnommé le père des Turcs (Atatürk).

SOURCE (PHOTO) : gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France



Le Département d'histoire de l'Université de Montréal

**REMERCIÉ LES PROFESSEURS D'HISTOIRE DES CÉGÉPS
QUI ONT ACCEPTÉ DE DIRIGER LES STAGES DE SES ÉTUDIANTS DEPUIS 2010.**

« Histoire au collégial »

Un profil de deuxième cycle au Département d'histoire de l'Université de Montréal

- | | |
|--------------------------------|-----------------------------|
| > Collège Ahuntsic | > Collège André-Grasset |
| > Cégep André-Laurendeau | > Cégep Dawson |
| > Cégep de Drummondville | > Collège Édouard-Montpetit |
| > Cégep régional de Lanaudière | > Collège Montmorency |
| à Joliette | > Cégep Saint-Hyacinthe |
| à L'Assomption | > Cégep de Saint-Jérôme |
| à Terrebonne | > Cégep du Vieux-Montréal |
| > Collège Rosemont | > Cégep Vanier |

Faculté des arts et des sciences
Département d'histoire

Université de Montréal

SOLDATS FUSILLÉS... PAR LEURS FRÈRES D'ARMES !

Les désertions et les mutineries durant la Grande Guerre

Par **Rémi Bourdeau**,
Cégep Garneau



Exécution à Verdun lors
des mutineries.

SOURCE : Wikimedia commons

1. BACH, André. *Fusillés
pour l'exemple 1914-1915*,
Paris, Tallandier, 2013, p. 9.

2. *Ibid.*, p. 21.

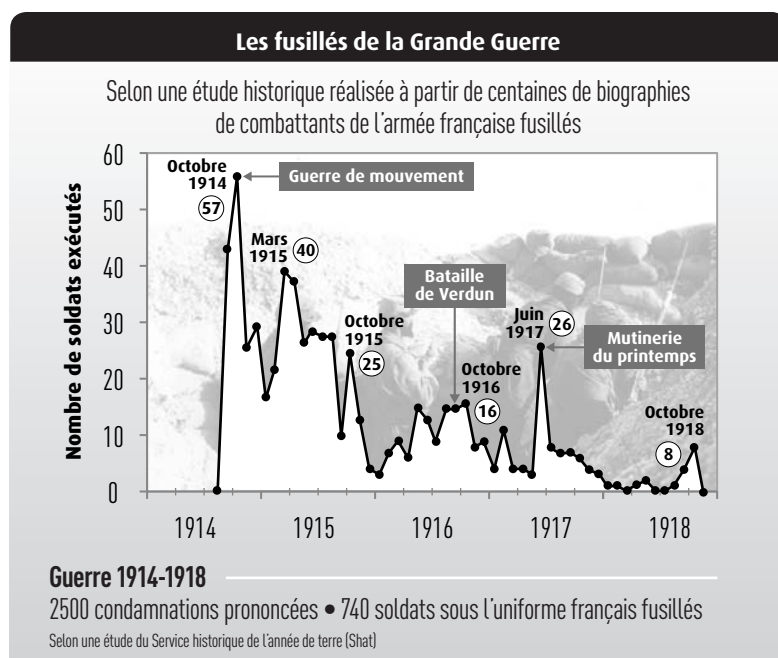
3. OFFENSTADT, Nicolas.
« Enquête sur les fusillés »,
*Les Collections de
l'Histoire*, n° 21, octobre-
décembre 2003, p. 91.

1 300 000 soldats de l'armée française ont été tués au front¹, tombés sous les balles, déchiquetés par les obus ou transpercés par les baïonnettes dans le fond de leurs tranchées. D'autres cependant sont morts, non pas sous les balles de l'ennemi, mais par les tirs d'un peloton d'exécution mis sur pied par leurs propres généraux. Plusieurs historiens se sont intéressés à ces fusillés malgré le fait qu'ils ne représentaient qu'une faible proportion de l'ensemble des soldats décédés durant la guerre. Il y aurait eu plus de 700 soldats fusillés du côté français. Fait important à souligner : les 2/3 des condamnés² ont été fusillés au début de la guerre, en 1914 et 1915. Ce phénomène ne toucha pas que la France : autour de 330 auraient été fusillés dans l'armée anglaise, plus de 750 en Italie³ sans compter les nombreux cas de condamnations imposées par les généraux russes au moment de la révolution en 1917. Du côté allemand, les chiffres semblent être plus difficiles à estimer faute de sources (48 cas seulement selon les chiffres « officiels » !)

Ces fusillés avaient-ils tous abandonné le combat, craquant sous la pression? Avaient-ils trahi leur patrie? Refusaient-ils de se battre en pensant à ce qui les attendait sur un champ de bataille? Tout dépend des cas. Pour bien comprendre les comportements de ces soldats, accusés d'avoir «abandonné leur poste en présence de l'ennemi»⁴, il faut distinguer deux types de fusillés:

► Les déserteurs

Ces soldats n'étaient généralement pas encore aux premières lignes de combats lorsqu'ils furent arrêtés pour «désertion». Ils venaient d'être mobilisés et refusaient d'embarquer dans les convois de trains ou dans ces premiers véhicules de transport, bruyants, qui devaient les mener au front. D'autres avaient préféré se mutiler avant d'arriver à leur affectation ou encore, s'étaient sauvés à toutes jambes dans les bois pour éviter d'affronter l'ennemi. Ces comportements étaient généralement déclenchés par les mauvaises nouvelles du front, par l'annonce d'une retraite massive ou de pertes très importantes. En France par exemple, les désertions ont été de loin plus nombreuses après la **bataille de la Marne** de septembre 1914: bien que victorieuse, les troupes françaises réalisaient pour la première fois que la guerre serait longue et pénible. Un des généraux présents sur les champs de bataille a résumé par écrit la situation sur le front: «*surmenage physique, manque de vivre et découragement des troupes*»⁵. Les nouvelles couraient vite et produisaient leurs effets sur les nouveaux soldats mobilisés. Au début de la guerre, l'État n'avait pas encore réussi à bien encadrer le système de justice militaire de sorte que les généraux réagirent d'une façon brutale et sans appel face à ces cas de désertion: on décida de fusiller les **déserteurs** pour donner l'exemple. Ces derniers étaient souvent mal perçus des soldats de premières lignes. Dans des lettres ou des poèmes de soldats au front,



SOURCES: Frédéric Mathieu - «14-18, les fusillés», Shat

on les traitait d'«*embusqués*», de «*fillottes*», de «*de fausse-couche*», de «*froussards*»⁶.

► Les mutins

On a souvent associé, à tort, les fusillés aux **mutineries** de 1916-1917 en Russie, de 1917 en France et en Italie ou de 1918 en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Pourtant en France, les **mutins** ne représentent que **10% de l'ensemble des soldats fusillés** durant la guerre⁷! Ces mutins sont néanmoins pertinents à étudier. D'abord parce que les mutineries ont été observées dans la moitié des régiments français engagés au front au cours de l'année 1917⁸. Ensuite, parce que leurs révoltes témoignaient des conditions infernales sur le front, du ras-le-bol des soldats devant l'inefficacité des stratégies des généraux qui, trop souvent, sacrifiaient des milliers de soldats pour absolument rien. En France par exemple, des révoltes de soldats éclatèrent à la suite du carnage de **la bataille du chemin des Dames** (pertes de 100 000 hommes, blessés ou tués, en 15 jours⁹!). En Italie, c'est **la bataille de Carpo-retto (1917)** qui a servi d'élément déclencheur. Donc, à la différence des déserteurs, les **mutins** étaient des soldats de première ligne qui

ne refusaient pas de se battre, mais réclamaient par contre une amélioration significative des conditions de vie et de meilleurs généraux, des mesures qui auraient permis d'augmenter leurs chances de victoire et de survie. Ils furent condamnés, mais à cette période plus tardive de la guerre, l'État avait réussi à mieux encadrer la justice militaire surtout en France: les accusés pouvaient en appeler de la décision d'un général, des dossiers de preuve devaient être montés et le gouvernement ne cherchait pas à augmenter la révolte par des mesures trop radicales. De sorte que, en France, sur les 30 000 à 40 000 participants aux mutineries de 1917, seule une trentaine de cas ont finalement été condamnés à mort et fusillés¹⁰. ||

4. *Ibid.*, p. 91.

5. BECKER, Jean-Jacques. «La bataille de la Marne ou la fin des illusions», *Les Collections de l'Histoire*, n° 21, octobre-décembre 2003, p. 35.

6. BACH, André. *Op. cit.*, pp. 24-26.

7. OFFENSTADT, Nicolas. *Op. cit.*, p. 91.

8. SMITH, Leonard V. «Qui s'est mutiné?», *L'Histoire*, n° 235 extrait de l'article dans *Les Collections de l'Histoire*, n° 21, octobre 2013, p. 48.

9. CONSEIL GÉNÉRAL DE L'AISNE (LE). Le portail du chemin des Dames, <http://www.chemindesdames.fr> (consulté le 28 février 2014).

10. OFFENSTADT. *Op. cit.*, p. 93.



MÉDIAGRAPHIE

BACH, André. *Fusillés pour l'exemple 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2013, 617 p.

BECKER, Jean-Jacques. «La bataille de la Marne ou la fin des illusions», *Les Collections de l'Histoire*, n° 21, octobre-décembre 2003, pp. 32-35.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'AISNE (LE). Le portail du chemin des Dames,

<http://www.chemindesdames.fr> (consulté le 28 février 2014).

OFFENSTADT, Nicolas. «Enquête sur les fusillés», *Les Collections de l'Histoire*, n° 21, octobre-décembre 2003, pp. 90-95.

SMITH, Leonard V. «Qui s'est mutiné?», *L'Histoire*, n° 235 extrait de l'article dans *Les Collections de l'Histoire*, n° 21, octobre 2013.

Le 1^{er} avril 1918FIN DE SEMAINE SAINTE
SANGLANTE À QUÉBECPar Gilles Laporte,
Cégep du Vieux Montréal

Vous avez des raisons de vous plaindre. Les hommes qui ont été employés comme détectives fédéraux ont fait des choses illégales. Ils sont, certains d'entre eux, de réputation plus que douteuse, lorsque ce n'est pas de la canaille. Je suis autorisé à vous dire que ces gens-là ne seront plus employés. Pouvez-vous me garantir que, ce soir, vous serez paisibles? Alors je m'engage de mon côté, demain, de faire retirer ces détectives et il n'y aura pas de troupes dans les rues. [la conscription] C'est une loi maudite. Je l'ai combattue et je la combattrai encore par tous les moyens constitutionnels. Mais la lutte doit se faire à Ottawa. Ce n'est pas par des émeutes que vous en obtiendrez le rappel.

Extrait du témoignage d'Armand Lavergne (1880-1935) racontant, à l'enquête du coroner, son discours du 31 mars.

Ce discours que prononce l'avocat Armand Lavergne dans le quartier Saint-Roch n'est ni le premier ni le dernier. Depuis au moins deux ans, Lavergne, député nationaliste à Québec, rejette toute participation à la Grande Guerre, déclenchée en 1914. Il est contre la conscription et même contre tout enrôlement. Le 31 mars, Lavergne, acclamé par la foule, croit avoir évité le pire.

Depuis l'été précédent, la Loi du service militaire est en vigueur. Elle prévoit des tribunaux d'exemption, qui vont pourtant créer la panique dans la population. Des exemptés se voient déchirer leurs certificats et envoyés en Angleterre. Des appelés se terrent dans les greniers ou dans les bois. On se méfie aussi des *spotters*. Le mécontentement grandit à Québec.

UNE SEMAINE SAINTE PAS
TRÈS CATHOLIQUE

Le 28 mars, Jeudi Saint, les choses vont se gâter. En soirée, Joseph Mercier entre dans une salle de quilles de Saint-Roch. Sur place arrivent trois policiers fédéraux de la *Dominion Police*. Mercier, un exempté, se fait demander ses papiers, qu'il a oubliés. Une foule de 2000 personnes qui voit les policiers fédéraux appréhender Mercier crie: «Lâchez-le!

Libérez-le!» Mercier est finalement relâché quand son père présente aux policiers son certificat d'exemption.

Malgré tout, 3000 personnes manifestent devant le poste. On crie des slogans et on lance des projectiles: des vitres sont brisées. Le maire de Québec, Henri-Edgar Lavigueur, se rend sur place, calme la foule, et repart.

Mais la foule s'agite de nouveau. Vers minuit, 5000 personnes rassemblées dans Saint-Roch font un mauvais parti au policier Bélanger, un de ceux qui

avaient arrêté Mercier. Bélanger monte dans un tramway, renversé par la foule. Un vicaire permet à Bélanger de quitter les lieux en ambulance.

LAVERGNE, D'ABORD
TÉMOIN ATTENTIF

Lavergne, qui n'est pas de cette manifestation du jeudi, raconte: «La première nouvelle que j'en ai eue, c'est vendredi matin. [...] J'ai vu que les officiers de la Police fédérale avaient été assaillis. Je n'en ai pas été surpris, étant donné que je savais [...] que toutes espèces d'injustices avaient été commises. Des individus



Armand Lavergne (1880-1935), le politicien le plus aimé et le plus populaire de son temps.

SOURCE: Collection Pistard,
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

[...] avaient demandé leur exemption. [...] Et ils avaient été arrêtés, enrôlés et envoyés au front malgré mes avertissements [...] Je ne croyais pas qu'on aurait le courage de le faire. [...] La population est tellement moutonnière d'ordinaire que je ne pensais pas qu'on aurait ce courage-là.»

Durant la journée, des notables, favorables à la conscription, reçoivent des menaces de mort. Vers 19h30, on se rassemble dans Saint-Roch et la foule se prépare à monter à la Haute-Ville. Environ 3000 marcheurs chantent le *Ô Canada!* et *La Marseillaise*. On s'attaque au *Chronicle* et à *L'Événement*, partisans de la conscription.

On se rend ensuite à l'Auditorium, place Montcalm, où se trouve le bureau du registraire de la conscription. À 21h30, 8000 manifestants y sont. Des vitres sont fracassées et des policiers blessés.

Dans le bureau, deux policiers fédéraux, Burke et Walsh, sont assommés par les manifestants, qui déchirent aussi des dossiers. Un lustre tombe et déclenche un incendie.

Vers 22h, le maire Lavigueur rencontre les militaires, dont il a réquisitionné l'aide. À la place Montcalm, il calme la foule de 12 000 personnes. Il se fait dire : «Commandez à vos troupes de tirer, M. le Maire! Nous sommes prêts à mourir!»

Le samedi 30 mars, l'autorité politique, de même que les policiers municipaux de Québec, passent aux mains de l'armée. Vers 18h, 400 militaires patrouillent la ville. À 20h30, des manifestants, partis de Saint-Roch et Saint-Sauveur, se dirigent vers le Manège militaire, attaqué à coups de pierres et de glaçons. Les militaires reçoivent l'ordre de mettre baïonnettes aux fusils. Aucun coup de feu n'est tiré, mais la cavalerie charge la foule de 1000 personnes.

LE HAUT CLERGÉ COMPLICE, LE BAS CLERGÉ SOLIDAIRE

En ce dimanche de Pâques, le clergé fait lire en chaire sa réprobation des troubles. Mais une fois le message officiel lu, les curés condamnent les troupes fédérales. En après-midi, jusqu'à 3000 personnes font face aux soldats et leur lancent pierres, briques et glaçons. L'armée tire : deux hommes et une jeune femme sont blessés par balle.

Le soir de Pâques, un rassemblement s'organise dans Saint-Roch. Après avoir consulté l'état-major militaire, Lavergne va parler à la foule. En échange, il obtient de l'armée, croit-il, qu'elle rentre dans les casernes. Aux manifestants, il promet que l'armée ne se pointera plus et supplie les marcheurs de rentrer chez eux. Il est applaudi et la foule se disperse calmement. Lavergne dira : «J'étais certain que le

lendemain, tout serait paisible et qu'il n'y aurait pas de trouble.»

Mais ce jour-là, 2000 soldats arriveront de l'Ontario et de l'Ouest. La population de Québec y verra immédiatement une provocation.

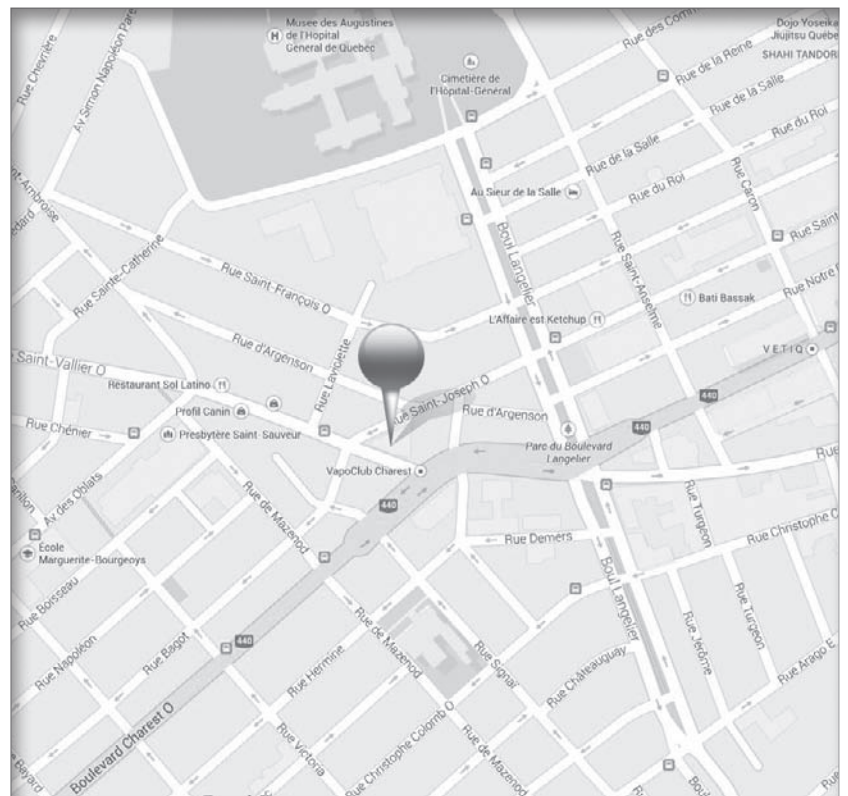
UN LUNDI DE PÂQUES VIOLENT

Le matin du Lundi de Pâques, 1^{er} avril, l'avocat rencontre le maire. Il supplie le général Lessard de faire rentrer les troupes aux casernes. Ce dernier lui répond : «Lavergne, il est trop tard. J'ai la force et je m'en sers!» Au maire, Lessard ajoute : «Nous n'avons d'ordre à recevoir de personne [...] J'ai tous les pouvoirs nécessaires d'Ottawa.»

Peu après 19h, 1200 soldats se dirigent vers la Basse-Ville. Une heure plus tard, ils sont à la Place Jacques-Cartier. Les soldats, avec baïonnettes à l'arme, tentent de disperser la foule, tandis que les cavaliers chargent, ce qui enrage les protestataires. Dans la foulée, quatre manifestants sont arrêtés. Certains crient «Parlez français!» aux militaires qui leur ordonnent par des «Go home!» hargneux, de rentrer chez eux. Des policiers municipaux de Québec préviennent les manifestants du danger. En vain.

LES SOLDATS TIRENT SUR LA FOULE !

À l'intersection des rues Saint-Joseph, Bagot et Saint-Vallier, les soldats tirent, vers 22h45. «Come on, you, French sons of bitches! We'll trim you!» disent les



SOURCE : Google Map

militaires, qui tirent avec des mitrailleuses, une deuxième fois, à 23h. Bilan : quatre morts chez les civils, au moins 35 blessés civils, environ 5 blessés chez les militaires, au moins une soixantaine de civils arrêtés et détenus. Des coups de feu auraient aussi été tirés depuis la foule.

Le lendemain, c'est la consternation. Les unes des journaux se font dramatiques, colorant ainsi la tragédie. En pleine guerre mondiale, des militaires canadiens, anglo-saxons, ont tiré sur la foule, certains d'entre eux, avec leurs armes utilisées en Europe !

Le 4 avril, environ une soixantaine de civils sont relâchés. La Loi martiale est proclamée dans Québec, ville occupée. Deux jours plus tard, les derniers détenus sont relâchés, après avoir reçu des amendes de 1 \$, certains pour port de revolvers sans permis.



La Presse du 2 avril 1918. Les unes de tous les journaux se font l'écho de l'effroi et de la réprobation ressentis dans la population.

SOURCE : <http://saint-roch.blogspot.ca>

UNE ENQUÊTE AUX CONCLUSIONS ÉVIDENTES

Le coroner Jolicœur va mener une enquête sur les émeutes de Québec, du 8 au 13 avril. Une trentaine de témoins sont entendus. L'enquête révèle que les quatre civils sont morts à cause de balles explosives. On apprend aussi que des soldats se sont livrés au pillage. Le jury est clair : « les personnes tuées étaient innocentes » et « cette émeute [...] devait son origine à la manière inhabile et grossière avec laquelle les officiers fédéraux chargés de l'exécution de la loi de conscription » se sont comportés. Le jury recommande aussi une compensation financière pour les familles des victimes, recommandation restée sans suite.



Il aura fallu quatre-vingts ans pour qu'un monument soit érigé pour commémorer le massacre. L'œuvre d'Aline Martineau est inaugurée le 4 septembre 1998, à l'angle des rues Saint-Vallier, Saint-Joseph et Bagot dans Saint-Sauveur.

SOURCE : <http://claudeyvonne.blogspot.ca>

Le Québec n'a jamais oublié cette tragédie. Les conservateurs en paieront le prix pendant 40 ans, jusqu'à l'élection de Diefenbaker, en 1957. D'après Lindeau, Durocher et Robert, « le nationalisme canadien-français des années 1920 sera profondément marqué par cette expérience. »



POUR EN SAVOIR PLUS

LACOURSIÈRE, VAUGEOIS et PROVENCHER. *Histoire 1534-1968*, Montréal, Éditions du Renouveau pédagogique, Boréal Express, 1968, p. 485.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT. *Histoire du Québec contemporain : de la Confédération à la crise, 1867-1929*, Montréal, Boréal Express, 1979, p. 600.

PROVENCHER, Jean. *Québec, sous la loi des mesures de guerre 1918*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1971, 146 p.

Terminer la Guerre

Par **Simon Roy**, Cégep Garneau



Mettre fin à la guerre, c'est d'abord chercher la victoire. Au printemps 1918, les deux camps croient y arriver. Côté allemand, le désengagement russe permet de rapatrier vers le front Ouest les troupes restées à l'Est, leur donnant une supériorité numérique temporaire d'une vingtaine de divisions sur l'Entente. Pour les membres de l'Entente, c'est l'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique contre l'Allemagne qui ravive leur confiance.

Pour l'Alliance, il faut donc agir vite. Ludendorff, chef adjoint du haut commandement des armées allemandes, sait qu'il dispose tout au plus de six mois pour vaincre. Les Allemands attaquent à trois reprises au printemps 1918 et espèrent donner le coup de grâce à l'Entente en lançant la 2^e bataille de la Marne le 15 juillet. Celle-ci sera déjouée par la contre-offensive française du 18 juillet qui force les Allemands à reculer de 40 kilomètres. Du 26 au 29 septembre, les armées de l'Entente lancent trois grandes attaques sur le front français qui renvoient les Allemands vers leur frontière. Pour Ludendorff, la défaite est proche. Il demande à son gouvernement qu'une offre de paix soit faite immédiatement. «Je veux sauver mon armée», s'exclame-t-il.

Le gouvernement allemand s'adresse directement au président américain, Woodrow Wilson, espérant le convaincre de la compatibilité d'une paix «honorable» et des 14 points formulés par lui le 8 janvier 1918. S'engage alors, une correspondance entre le gouvernement allemand et Wilson, dont le ton se durcit du côté américain à chaque communication.

Sur les autres fronts, la situation des empires centraux est désastreuse. La Bulgarie abandonne ses alliés le 29 septembre, l'Empire ottoman le 30 octobre après la rupture du front de Palestine. La Hongrie se retire de la guerre le 1^{er} novembre, pavant la voie aux Autrichiens qui obtiennent un **armistice** de l'Entente le 3 novembre après avoir encaissé une défaite à Piave devant les Italiens. L'Allemagne combat désormais seule.

Si, en août 1918, l'Allemagne espérait arriver à une négociation qui ne remettrait en question ni ses conquêtes à l'est sur la Russie, ni le statut allemand

de l'Alsace-Lorraine, le 3 novembre la laisse en plein désarroi. Pire, la mutinerie des matelots du port de Kiel du 30 octobre se transforme en mouvement pacifiste et, le 7 novembre, le **mouvement spartakiste** en appelle à la révolution sous le thème : «Pro-létaires! Après cinquante mois de souffrances, notre heure est maintenant venue». Il est temps de signer l'armistice.



Les généraux Paul von Hindenburg (à gauche) et Erich Ludendorff (à droite).

SOURCE : Wikimedia Commons



Arrivée du Maréchal Foch et de M. Leygues au wagon de l'armistice à Rethondes.

SOURCE : gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Les conditions d'armistice de l'Entente sont d'abord et avant tout militaires et ont pour objectif que l'armée allemande soit incapable de reprendre les hostilités. Celle-ci doit reculer jusqu'au Rhin et livrer à l'Entente toute son artillerie lourde,

de même que ses navires et ses sous-marins. On exige aussi le rapatriement immédiat, mais sans réciprocité, de tous les prisonniers de guerre aux mains de l'armée allemande. Le 11 novembre, au moment de la signature, le président de la Commission allemande d'armistice déclara que l'exécution des conditions «doit jeter le peuple allemand dans l'anarchie et la famine» et demanda l'insertion de cette déclaration au procès-verbal.

Restait à faire la paix. Commencées le 18 janvier 1919, les négociations devant mener à la rédaction du traité de Versailles furent le fait des leaders des quatre principales

puissances victorieuses: France, Royaume-Uni, Italie et États-Unis d'Amérique, l'Allemagne étant exclue des négociations. Souvent qualifiée de paix «manquée», la paix établie à Versailles le 28 juin 1919 redessinaient les frontières de l'Europe et imposait à l'Allemagne de dures conditions de paix: pertes de ses colonies et de territoires en Europe, désarmement, et lourdes réparations de guerre suivant l'article déclarant l'Allemagne «responsable» de la guerre. Il ne sera d'ailleurs signé par le gouvernement allemand que sous la menace d'une invasion de son territoire par les armées de l'Entente. ||

Voir carte en couleur à la page 25



L'Europe après la signature du Traité de Versailles.



Une grande foule était rassemblée pour assister à la signature du Traité de Versailles.

SOURCE : Research Library, 20th Century Fox

LE TRAITÉ DE VERSAILLES (1919)

La démission fracassante d'un jeune économiste anglais, un certain... Keynes !

Par Rémi Bourdeau, Cégep Garneau



En 1919, il n'avait que 36 ans. Il n'avait pas encore laissé son nom à la théorie macroéconomique qui allait devenir si populaire auprès des gouvernements après la Seconde Guerre mondiale. En 1919, le jeune économiste anglais John Maynard Keynes faisait partie de la délégation de conseillers qui accompagnaient le ministre des Affaires étrangères et le premier ministre Lloyd Georges à Versailles. Il allait donc participer aux réunions prévues dans le cadre de la «Conférence de la Paix». À partir de janvier 1919, les principaux représentants des pays alliés (le Conseil des Quatre : la France, le Royaume-Uni, l'Italie et les États-Unis) allaient négocier âprement entre eux, en l'absence de représentants allemands, pour définir les nouvelles règles politiques devant mener à la paix. Les discussions aboutirent à un traité¹. La délégation allemande dut le signer, à contrecœur, à la galerie des Glaces le 28 juin suivant. Ce jour-là, John Maynard Keynes n'était pas présent. En profond désaccord avec son propre gouvernement, il avait claqué la porte et fait ses valises trois jours avant ! En novembre, il publia les *Conséquences économiques de la paix*, une dénonciation en règle du traité de Versailles. Cette publication aurait dû attirer l'attention de ses contemporains autant que sa *théorie*



John Maynard Keynes

SOURCE : Wikimedia Commons

générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie de 1936². Les chefs d'État auraient dû prendre en considération les avis énoncés par le jeune économiste. Dans sa réplique de 1919, Keynes ne se limitait pas à une analyse des clauses négociées l'année précédente. Il tentait aussi de prédire la conjoncture future à l'échelle internationale ! L'auteur affirmait que le traité de Versailles allait à l'encontre de toute logique d'engendrer, dans un avenir proche, une crise européenne majeure tant au plan économique qu'au plan social. Voici un résumé de l'argumentation de Keynes présentée dans les *Conséquences économiques de la paix*.

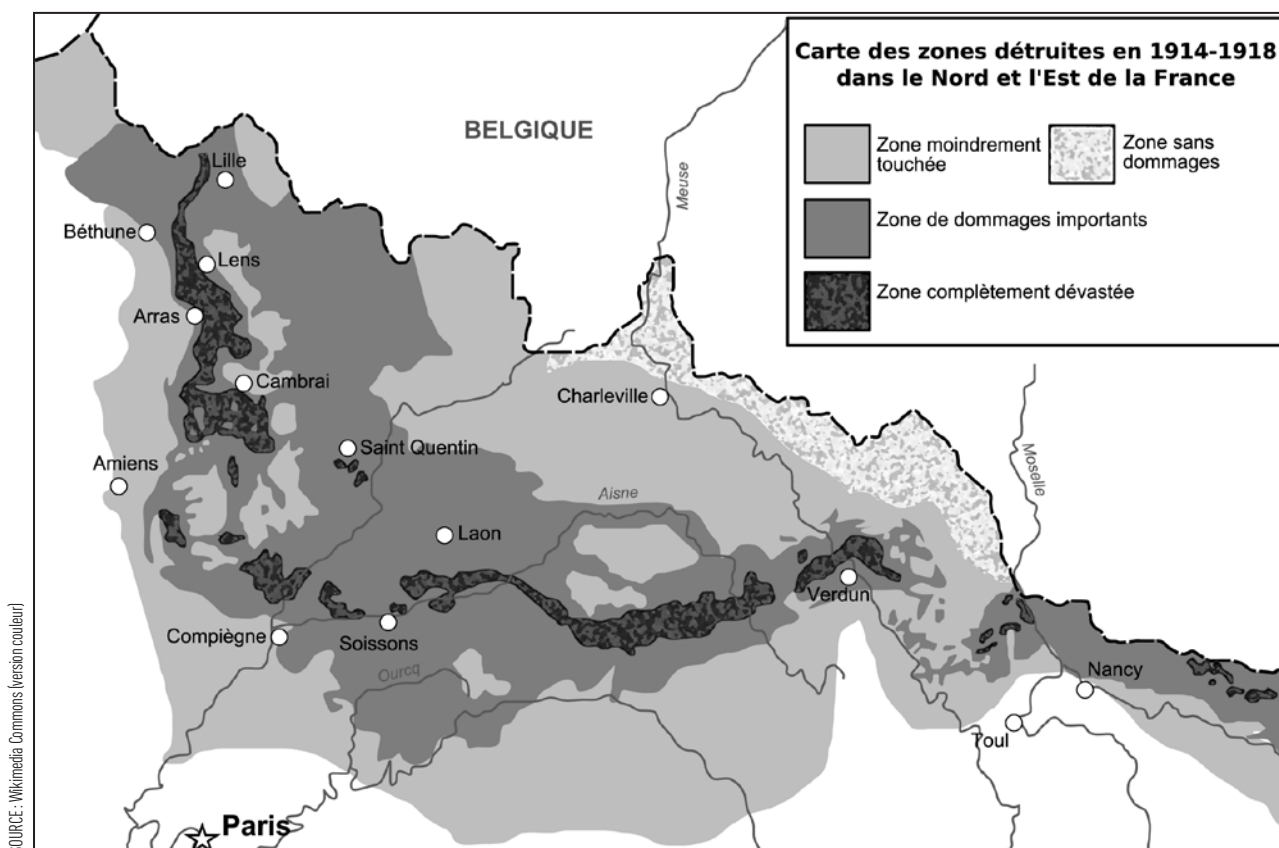
Dès le début de son chapitre V, celui portant sur les réparations, Keynes s'étonne de la volte-face des pays alliés sur la question des dettes de guerre. Le traité de Versailles allait à l'encontre des principes de négociation énoncés par le président américain Wilson durant les discussions préliminaires de 1918. En effet, Woodrow Wilson avait déclaré devant les membres du Congrès «qu'il n'y aura ni contribution de guerre, ni amendes³» demandées à l'ennemi. Pourquoi alors énoncer des réparations dans le traité et surtout pourquoi les imposer à «l'Allemagne et ses alliés» se demande Keynes ? Dans les faits, c'était à l'Allemagne à qui l'on imposait les sanctions puisque l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman étaient en voie de décomposition.

1. Sur le processus de négociation de la Conférence de la Paix et ses conséquences sur l'Europe se référer à l'article de Jean-Michel Gaillard, «La nouvelle donne des relations internationales», *Les collections de l'Histoire : 14-18, la catastrophe*, n° 61, octobre 2013, pp. 82-86.

2. KEYNES, John Maynard. *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Traduit de l'Anglais (États-Unis) par Jean de Largentaye, Paris, Payot, 1988, 388 pages. C'est principalement dans ce traité que Keynes suggère aux gouvernements de stimuler les dépenses globales par des mesures

expansionnistes financés à même les fonds publics lorsque l'économie se trouve en phase de récession.

3. KEYNES, John Maynard. *Les conséquences économiques de la paix*. Texte originalement publié en 1919. Version numérique, coll. «Les classiques des sciences sociales» fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi, http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/conséquences_paix_1/keynes_consequences_paix.pdf, p. 61. Traduction française de Paul Frank, 1920. Paris, Éditions de la Nouvelle Revue française, 1920, onzième édition, 237 p.



Keynes va plus loin. Il remet en question, bien avant Hitler, l'interprétation des pays alliés sur le degré de responsabilité de l'Allemagne face aux destructions engendrées par la guerre :

Le problème se pose de façon plus aiguë à savoir jusqu'à quel point l'Allemagne peut être rendue responsable des dommages causés non par elle-même, mais par ses cobelligérants, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie

et la Turquie. C'est là une des nombreuses questions auxquelles les Quatorze Points⁴ ne répondent pas nettement⁵.

Dans son étude, le jeune économiste anglais évalue que la décision des chefs d'État alliés, d'imposer des frais de réparations élargis (c.-à-d. des frais qui incluent des dommages civils et militaires engendrés par tous les pays de la Triple-Alliance), était une erreur ! « Je me demande donc si, suivant la lettre, on peut demander à l'Allemagne des réparations pour des dommages causés, par exemple, par les Turcs dans le canal de Suez⁶ », écrivait-il en 1919.

La capacité à payer du pays condamné posait aussi problème. Pour Keynes, après un conflit destructeur, les frais de réparation imposés à un pays belligérant ne devaient jamais dépasser sa capacité de payer, elle-même déterminée par l'état de son capital technique (outillage, usines, routes, chemin de fer...) et par la disponibilité de ses ressources. Or, dans

sa critique, l'économiste prétend que les montants des réparations imposés aux Allemands dans le traité de Versailles ont été gonflés par des perceptions subjectives et émotives⁷ ! Selon lui, il aurait fallu se baser principalement sur des indicateurs plus objectifs : les superficies du pays occupées par l'armée ennemie, la destruction de la machinerie, les pillages, la valeur des bâtiments détruits par des bombardements ciblés, les navires coulés, la perte des récoltes, etc. De ces destructions matérielles, il aurait fallu ensuite soustraire les valeurs des biens immobiliers construits durant le conflit. Dans certains pays, comme la France en 1917, la nouvelle construction immobilière dépassait la valeur des biens détruits par l'ennemi⁸ ! Cette critique dans la façon d'évaluer les dommages choqua d'ailleurs bien des analystes français⁹.

Qu'allait-il se produire alors si un pays belligérant se faisait imposer des réparations qui dépasseraient

4. Propositions de paix présentées par Woodrow Wilson à la Conférence de la Paix.

5. *Ibid.*, p. 64.

6. *Ibid.*, p. 64.

7. Keynes écrit en effet que « le total des dommages matériels accomplis dans les provinces envahies a été l'objet d'exagérations peut-être naturelles, mais en tout cas énormes. Un voyage à travers les régions dévastées de la France

est plus impressionnant pour les yeux et l'imagination qu'il n'est possible de le dire. », *ibid.*, p. 65.

8. *Ibid.*, p. 68.

9. Un de ceux qui rejette les arguments économiques de Keynes, notamment sur l'exagération des montants de réparations exigés aux Allemands, est l'économiste français Etienne Mantoux, dans *la paix calomniée ou les conséquences économiques de Monsieur Keynes*, Paris, Éditions Gallimard, 1946.

largement la valeur de sa production intérieure potentielle (valeur réduite par quatre années de guerre)? Pourquoi selon Keynes, cette décision des alliés était imprudente? Qu'est-ce qui posait problème du point de vue macroéconomique? Essayons d'expliquer les effets qu'anticipait Keynes.

Pour le nouveau gouvernement allemand installé à Weimar, une des façons de rembourser les paiements annuels exigés par le traité de Versailles était d'émettre des bons du Trésor. Mais pour inciter les citoyens allemands à prêter à leur gouvernement, il fallait offrir des taux d'intérêt plus élevés que ceux offerts par les institutions financières privées. Encore fallait-il que l'épargne intérieure existe! Or, après la guerre, bien des entrepreneurs allemands ne réussissaient plus à réaliser des profits: leurs dépenses augmentaient (il fallait convertir les chaînes de montage pour produire des biens civils plutôt que les biens commandés par le Reich) et leurs ventes



Les ruines de la ville d'Ypres en Belgique après la troisième bataille d'Ypres, la bataille de Passchendaele (31 juillet au 10 novembre 1917).

SOURCE : Wikimedia Commons

chutaient. La baisse des revenus des entreprises était le résultat de la chute des dépenses des ménages, elle-même provoquée par le chômage d'après-guerre (au retour du front, les soldats ne retrouvaient

pas tous leurs emplois). Dans ce contexte, peu d'entrepreneurs allemands se risquèrent à prêter des fonds au nouveau gouvernement de la République de Weimar. L'instabilité politique en Allemagne observée durant les années 20 incitait aussi bien des investisseurs étrangers à demander des garanties matérielles (ressources, immeubles, équipement industriel) en échange de l'acquisition de bonds. Garanties que le gouvernement allemand pouvait difficilement offrir sans affaiblir encore davantage la capacité de production nationale, sans affaiblir du coup sa capacité de remboursement. En 1919, Keynes craignait que la mainmise sur des actifs (usines, machinerie, wagons...) allemands par des créanciers étrangers contribue à réduire les exportations du pays. Par conséquent, l'Allemagne aurait enregistré une baisse au niveau de l'entrée de ses devises.

Une autre solution était d'utiliser la principale source de revenus d'un gouvernement avant la guerre: les droits de douane. Le principe était simple: plus un pays importait, plus les recettes de l'État augmentaient. L'application était moins simple; nous parlons ici du budget d'un État fortement endetté et qui

> Des clauses du traité de Versailles qui contraiaient Keynes...

PARTIE VIII RÉPARATIONS

Art. 231. – Les Gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis...

Art. 232. – Les Gouvernements alliés et associés reconnaissent que les ressources de l'Allemagne ne sont pas suffisantes [...] — pour assurer complète réparation de toutes ces pertes et de tous ces dommages.

Art. 233. – Ce montant desdits dommages, pour lesquels réparation est due par l'Allemagne, sera fixé par une commission interalliée, qui prendra le titre de Commission des réparations.

NDA – Ce montant sera fixé à 132 milliards de marks-or par cette commission en 1921. L'énormité du montant forcera l'Allemagne à verser des remboursements annuels jusqu'en 1988 (plan Young)!

Art. 236. – L'Allemagne accepte, en outre, que ses ressources économiques soient directement affectées aux réparations...

SOURCE : Pages d'histoire, 1914-1918. *Le Traité de Versailles*, publiés en 1914, Beyer-Levrault, Paris.
Site Internet Archive, https://archive.org/stream/ser2pqpagesdhisto02pariuoft/ser2pqpagesdhisto02pariuoft_djvu.txt

10. VASLIN, Jacques-Marie. « L'Allemagne paiera ! », site Le Monde, http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/06/07/l-allempaiera_3426108_3234.html (consulté le 4 avril 2014).

11. BERNHOLZ, Peter. *Monetary Regimes and Inflation: History, Economic and Political Relationships*, Cheltenham Edward Elgar Publishing, 2006, tableau 8.1.

12. KEYNES, John Maynard. *Op. cit.*, p. 146.

avait cumulé des déficits annuels énormes durant la Grande Guerre: « On estime que les dépenses de l'Allemagne au cours de ce conflit sont huit fois plus importantes que ses recettes¹⁰ ». Afin de respecter les clauses financières du traité de Versailles, il aurait donc fallu que le gouvernement allemand choisisse de ne pas payer les intérêts sur la dette publique. Et en supposant que le gouvernement aurait pu faire ce choix: était-il réaliste d'anticiper une hausse des dépenses de produits importés? Après 1919, le pouvoir d'achat des ménages allemands baissa drastiquement. La hausse des prix importés ne pouvait qu'entraîner une baisse de la quantité demandée. Bien sûr, l'Allemagne manquait de blé, de machineries, de charbon, etc. Les négociants envisageaient d'acheter notamment des produits américains (pas étonnant que les financiers de New York acceptèrent de prêter des capitaux aux Allemands). Mais le fait de taxer davantage les produits étrangers allait amplifier le problème d'inflation qui inquiétait le gouvernement de l'époque.

Il restait toujours la mesure radicale: pour rembourser ses créanciers, le gouvernement allemand pouvait toujours imprimer annuellement l'équivalent de 10 milliards de marks-or et l'offrir sur les marchés financiers. C'était le pire des scénarios! Cette nouvelle monnaie allait se retrouver dans les mains de courtiers, de créanciers, d'investisseurs qui, dans un très court laps de temps, feraient augmenter la demande de nombreux biens de consommation. Comme les entreprises nationales n'étaient pas en mesure de produire rapidement les biens demandés (on manquait de matières premières, l'organisation de la manufacture devait être adaptée, il fallait former une main-d'œuvre, etc.), les problèmes de pénuries s'aggravaient aussitôt. C'était le moyen de faire augmenter le taux d'inflation à un niveau supérieur à quatre chiffres (on parle alors d'hyperinflation). C'est exactement ce qui allait se produire après 1919:

L'Allemagne a affiché en moyenne des taux d'inflation mensuels entre 1920 et 1923 de 29 500%¹¹!

C'est justement ces difficultés qui incitèrent le gouvernement allemand à ralentir et même à cesser temporairement les remboursements établis par le traité. Pour protester, la France et la Belgique décidèrent d'occuper militairement (janvier 1923) la région industrielle allemande, la Ruhr. Se faisant, la France prive l'Allemagne de charbon, de sidérurgies, de capitaux qui auraient permis à l'économie allemande de relever son produit intérieur brut et donc, son épargne, ses exportations, ses entrées de devises. Cette mesure punitive ne fait que rendre plus difficile encore les remboursements.

L'étude de Keynes de 1919 se termine par un avertissement. L'économiste tente de convaincre les pays alliés de l'importance de soutenir le redressement économique de l'Allemagne et même, par ricochet, celui de la Russie soviétique (les entreprises allemandes étaient en mesure, selon lui, de fournir les ressources à la population russe victime d'une révolution et d'une guerre civile). Il fallait éviter à tout prix de créer une grave crise tant économique que sociale. De cette crise, pensait Keynes, pourraient émerger d'éventuels mouvements politiques radicaux et dangereux pour la paix future de l'Europe:

Nous pouvons prédire avec quelque certitude que, soit que la forme du Communisme représentée par le régime des Soviets se montre adaptée ou non au tempérament russe, le rétablissement du commerce, des aises de l'existence et des facteurs économiques habituels ne favorisera pas les formes extrêmes des doctrines de violence et de tyrannie qui sont nées de la guerre et du désespoir¹².

On aurait peut-être dû l'écouter. ■

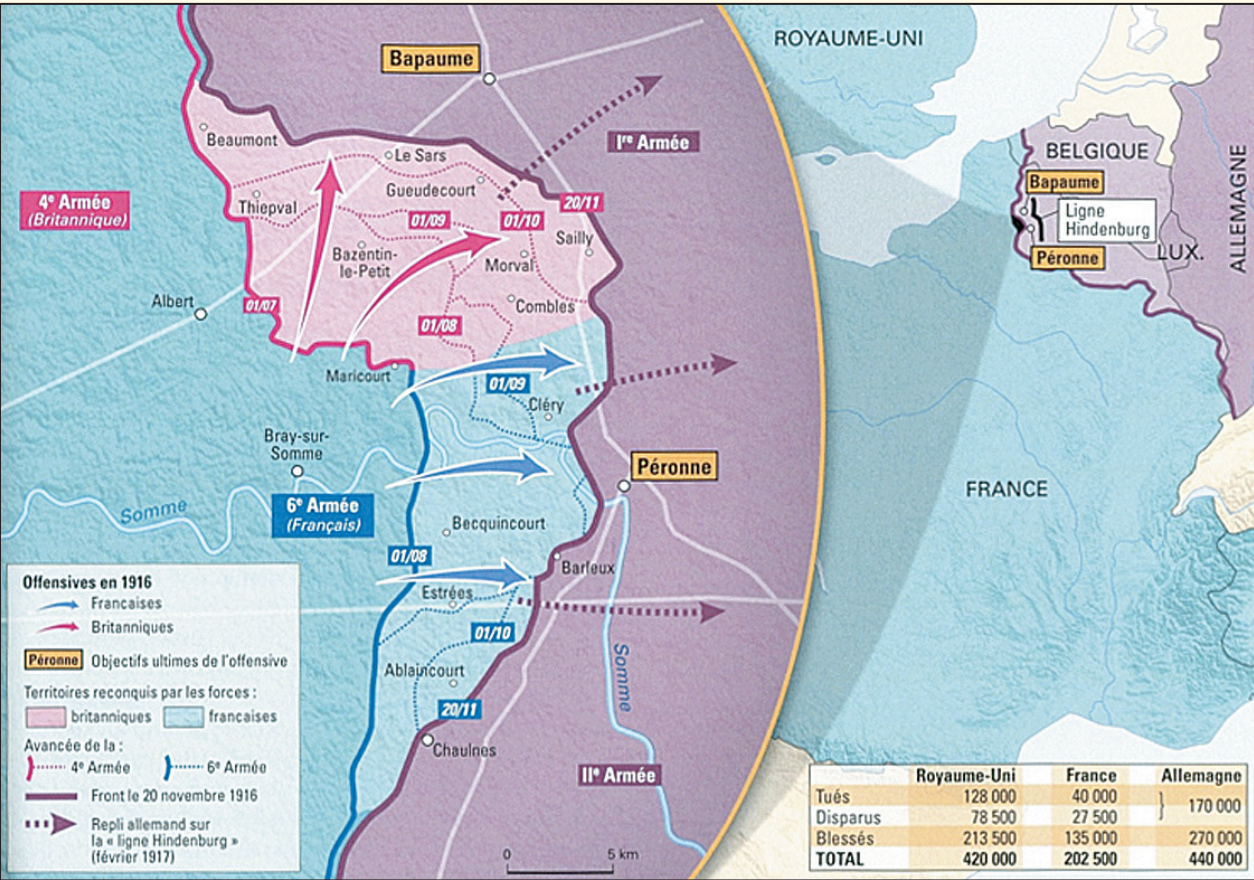


Signature du
Traité de Versailles
le 28 juin 1919.

SOURCE: Wikimedia Commons

Bataille de la Somme

> Voir article en page 10



Pierre ROYER. Dico atlas de la Grande Guerre -chronologie de la Première Guerre mondiale, 1914-1918, Paris, Belin, 2013 p. 47

L'Europe après la signature du Traité de Versailles

> Voir article en page 19



SOURCE : Wikimedia Commons



CENTENAIRE
DE LA PREMIÈRE GUERRE
MONDIALE
(1914-1918)
AU CÉGEP GARNEAU

Exposition

1914-1918 : Se souvenir

« Venez vivre l'expérience des tranchées de 14-18 »

SURVIVRE ■ PARTICIPER ■ COMBATTRE ■ INNOVER ■ DÉSOBÉIR
CONVAINCRE ■ SOIGNER ■ SOUTENIR ■ EXPRIMER

Du 4 septembre au 28 novembre 2014

Heures d'ouverture: 10 h à 16 h

Cégep Garneau
Pavillon Jean-Baptiste-Cloutier
Salle des Sciences Humaines (A-2090)
1660, boulevard de l'Entente

Entrée gratuite

Réservation obligatoire pour les groupes

Pour en savoir plus :

<http://pgm.cepeggarneau.ca>



Suivez Eugène Presseau
sur Facebook

À voir

- Documents d'époque
- Lettres de soldats
- Affiches
- Carnets de guerre
- Photographies
- Cartes
- Plus de 70 artefacts
(armes, uniformes,
casques, médailles, etc.)

Partenaires :

